

Bulletin d'histoire politique

Forum paritaire Québécois-Autochtone



Volume 2, Number 4, Spring 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063437ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063437ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(1994). Forum paritaire Québécois-Autochtone. *Bulletin d'histoire politique*, 2(4), 53–55. <https://doi.org/10.7202/1063437ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

lesquelles nous avons pu échanger avec plus de 2 000 personnes.

Partout où nous sommes passés, dans les petites assemblées comme dans les grandes, les gens ont confirmé leur ressentiment envers le gouvernement actuel et l'absence d'alternative valable. Ils ont en fait confirmé dans notre esprit le besoin d'une nouvelle voie et nous ont demandé de la former.

Des sondages scientifiques ont fait passer l'option que nous défendions d'abord de 9 % à 17 %, puis de 17 % à 27 % et ce, au plus fort de la vague d'attaques.

Après mûre réflexion, j'ai décidé de répondre affirmativement à ceux qui voulaient que je fonde un nouveau parti politique au Québec.

Nous ne sommes pas là pour enlever des votes à qui que ce soit, mais pour donner un droit de vote à des gens qui disent n'avoir pas de choix. En définitive, nous voulons travailler pour quelque chose et non contre quelque chose. Nous estimons que la réforme de nos institutions et de notre gouvernement doit être générale, sinon elle n'aura pas d'effets réels.

Enfin, nous pensons qu'il faut faire le ménage chez nous d'abord avant d'envisager quelque changement majeur que ce soit dans le destin du Québec.

(Extrait du Lundi d'histoire du 7 février 1994.)

Jean Allaire

FORUM PARITAIRE QUÉBÉCOIS-AUTOCHTONE

(Extrait du manifeste concernant l'avenir des relations entre les Autochtones et les Québécois.)

Le Forum paritaire est un groupe de réflexion composé de porte-parole et de personnes responsables d'organisations autochtones et québécoises, dont certaines comptent des milliers de membres. Une vingtaine de personnes y participent régulièrement et le Forum a tenu plus de quinze rencontres

formelles. Le Forum ne regroupe pas, pour des raisons pratiques, toutes les organisations québécoises et autochtones qui pourraient être intéressées à ce débat; dans la mesure où ses travaux auront suffisamment progressé, il vise cependant à élargir le débat.

Les aspects fondamentaux des relations entre Autochtones et Québécois sont abordés au Forum paritaire: l'autonomie gouvernementale, l'autodétermination, le rapport au territoire, les droits individuels, les droits collectifs, les droits nationaux, le cadre politique, les juridictions qui existent ici et ailleurs dans le monde, le règlement des litiges, les points de divergence et de convergence entre Autochtones et Québécois, les liens économiques et sociaux, le développement culturel, etc.

Le Forum est un lieu privilégié de rencontre pour s'informer mutuellement des préoccupations de chacune des organisations et des nations, pour partager des analyses de la situation, pour mieux se comprendre de part et d'autre et pour tracer les lignes directrices d'un projet de société qui inclut ces préoccupations et ces analyses.

Le Forum cherche à identifier et à combattre les préjugés ainsi qu'à améliorer mutuellement le niveau de connaissances des réalités de chacun des groupes représentés au Forum.

Le Forum doit être perçu comme un lieu pour mesurer et mettre en valeur nos convergences; dans un souci de réalisme, il veut identifier aussi nos divergences et clarifier des moyens pour les surmonter.

Par delà l'impasse du grand débat juridico-politique sur la place des Autochtones et du Québec dans la Constitution, le Forum paritaire doit être vu comme un lieu où certaines «forces vives» des milieux québécois et autochtones veulent contribuer à remplir le vide existant au plan des relations actuelles entre la population québécoise et les peuples autochtones.

Le Forum n'est pas un groupe d'appui aux Autochtones ni un lieu de promotion d'une option politique pour le Québec.

Si certaines organisations participantes prônent l'option de la souveraineté du Québec, le Forum considère qu'il s'agit d'une option plausible, qu'elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour atteindre des objectifs et pour réaliser un projet de société valable.

Dans la perspective du Forum, si la souveraineté du Québec devait se réaliser, elle devrait se faire en association avec les Autochtones et être un moyen de devenir autonome et de se prendre en main, de s'épanouir sur tous les plans, économique, politique, social et culturel, selon les besoins et les intérêts de chaque peuple sur le territoire. Le Forum refuse d'aborder ce débat sur une base théorique qui ne met en valeur que les difficultés juridiques. La souveraineté des nations autochtones et québécoise doit être envisagée dans une perspective «d'autonomisation» quant aux décisions qui les concernent et, en particulier dans le cas des peuples autochtones, de la levée de la tutelle actuelle, afin de favoriser une évolution selon le rythme de chacune des nations.

La souveraineté implique, selon nous, pour le peuple qui est en est titulaire, le pouvoir de faire ses lois, de percevoir ses impôts et de conclure des traités avec d'autres peuples.

Le Forum est d'abord et avant tout un lieu de rencontre et de communication de forces socio-économiques autochtones et québécoise.

La démarche du Forum paritaire s'inscrit donc dans le processus d'élaboration d'un projet de société qui se veut en même temps une formule concrète de convivialité. Le Forum envisage l'avenir, sans pour autant oublier le passé.

Les tensions sont actuellement importantes aux plans politique et juridique entre la population autochtone et la population québécoise et il est devenu impérieux, en plus d'améliorer la communication sur ces deux aspects, de l'établir sur d'autres plans, particulièrement social et économique.

L'initiative du Forum ne constitue qu'une amorce de rencontre et le cercle de travail commun devra s'agrandir à d'autres acteurs de la vie sociale des milieux autochtones québécois.

Il y aura toujours des différences qui subsisteront sur les plans de la culture, de la langue, du mode de vie et de certaines priorités de développement et nous devons apprendre à vivre avec elles et à les respecter.

Nous avons cependant, dès maintenant, la responsabilité commune de tout tenter pour renforcer nos convergences. Nous sommes conviés par l'histoire et la géographie à relever le

défi de vivre ensemble et à identifier rapidement les assises de nos relations mutuelles.

La rencontre historique qui a eu lieu en 1534 a été compromise parce qu'établie sur un rapport de force; elle doit se concrétiser maintenant dans un contexte de justice, d'équité et de respect mutuel. Nos solitudes sont devenues intolérables et les Québécois et les Autochtones doivent jeter les bases d'un équilibre social sur lequel bâtir une véritable alliance.

Les membres du Forum s'engagent à poursuivre leur travail dans leur organisation respective et invitent d'autres organismes et d'autres personnes qui veulent être des agents positifs de changement à s'approprier leur réflexion.

Pour favoriser des relations équitables, harmonieuses, enrichissantes et porteuses d'avenir entre Autochtones et Québécois, les personnes suivantes proposent le présent manifeste.

De l'Assemblée des Évêques du Québec:
Gérard Drainville

De l'Association des femmes autochtones du Québec: Jackie Kistabish

De la Centrale de l'enseignement du Québec:
Lorraine Pagé, Daniel Lachance et Henri Laberge

Du Centre justice et foi: Julien Harvey

De la Confédération des caisses Desjardins:
Michel Doray et Claude Têtu

De la Confédération des syndicats nationaux:
Gérald Larose

Du Conseil des Atikamekw et des Montagnais: René Simon et Arthur Robinson

Du Grand conseil de la nation Wabanaki:
Denis Landry

Du Grand conseil des Cris du Québec: Diom Roméo Saganash

De la Ligue des droits et libertés: Gérald McKenzie et Sylvie Paquerot

De Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec: Édith Cloutier

Personne-ressource: Bernard Cleary

Animation et coordination: Pierre Bonnet et René Boudreault

Informations: Pierre Bonnet (514) 598-2088

COMPTE RENDUS DE CONFÉRENCES

ASSOCIATION FOR CANADIAN STUDIES IN THE UNITED STATES (NOUVELLE-ORLÉANS, 1993)

Les ateliers sur la politique présentés dans le cadre de cette rencontre biennale qui s'est tenue à la Nouvelle-Orléans en novembre dernier réservaient quelques surprises. En effet, les canadienistes des États-Unis semblent prendre la souveraineté du Québec pour acquise. Dans ces circonstances, le débat a maintes fois porté sur l'existence d'un Canada anglais viable. Voici quelques notes prises lors d'un échantillon bien incomplet de communications et de tables rondes.

Lors d'une séance ajoutée au programme à la dernière minute, et malencontreusement programmée le premier matin du congrès, l'ex-ministre québécois **Richard French** a tenté de cerner les raisons pour lesquelles le vote de protestation n'a pas profité au Parti Libéral de Jean Chrétien lors de l'élection du 26 octobre. Il a identifié trois facteurs: l'échec des accords constitutionnels de Meech et Charlottetown, qui a rendu le message fédéraliste moins attrayant, l'impopularité personnelle de Jean Chrétien, et l'habile campagne de Lucien Bouchard.

À noter que M. French a tracé un intéressant portrait de l'opinion publique québécoise et canadienne sur la question nationale. Ainsi, on compterait deux groupes dans la classe moyenne québécoise: l'un, souverainiste, serait motivé par l'idéologie, l'autre, fédéraliste, par le marché.

Au Canada anglais, ce sont des interprétations particulières de l'histoire constitutionnelle récente qui auraient cristallisé l'opinion: un groupe

croyant que les efforts de Meech et Charlottetown valaient la peine d'être tentés, en raison de l'échec constitutionnel de Trudeau, l'autre croyant Mulroney responsable de l'ouverture d'une blessure que le Québec s'était infligé lui-même en 1981, lorsqu'il a refusé de participer au rapatriement de la constitution.

La seconde partie de son exposé portait sur les deux prochaines années du calendrier politique. Il a noté que les souverainistes étaient en meilleure position que jamais de gagner un référendum et que cela allait dépendre de trois facteurs: de l'économie du Québec, de la stratégie de Lucien Bouchard, et de quelques éléments formateurs qui pourraient survenir, tel un débat sur la langue, ou une guerre de symboles.

En conclusion, M. French a prédit qu'un changement fondamental de la structure du Canada est plus plausible que jamais depuis 1980.

Interrogé à savoir si les expériences actuelles d'accession à l'indépendance auraient une influence quelconque au Québec, M. French a affirmé qu'elles ne faisaient que renforcer les positions existantes.

Sur plan plus général, **Jeffrey Simpson** du *Globe and Mail* a donné un aperçu de son dernier livre, *Faultlines: New Politics in Canada*. Constatant qu'un tiers des électeurs canadiens avaient voté pour des partis régionaux, il s'est concentré sur le phénomène du *Reform Party*, étant donné que quelqu'un d'autre avait couvert le Québec.

Le *Reform Party*, au contraire des partis de protestation traditionnels de l'Ouest, est issu de la classe moyenne. Malgré sa rhétorique «*One Canada*», il offre une vision dualiste du pays: le Québec doit décider ce qu'il veut et les autres Canadiens doivent faire de même de leur côté. Ensuite, nous devons nous asseoir à la même table et voir ce que l'on peut faire ensemble. L'idéologie du *Reform* est faite d'un mélange de conservatisme républicain et d'anti-étatisme. Il a joué sur le ressentiment anti-Québécois en affirmant que le Canada avait besoin d'un parti qui n'était pas vendu aux intérêts du Québec. Tant que la question nationale ne sera pas résolue, a-t-il ajouté, le *Reform* demeurera populaire au Canada anglais.